

38th regular session of the Human Rights Council

Item 10: Interactive dialogue on the DRC

Joint oral statement

3 July 2018

Monsieur le Président,

Franciscans International, Action de Carême et la Commission Justice et Paix de la Conférence Nationale Episcopale du Congo (CENCO) demeurent vivement préoccupés par l'aggravation de la crise politique, sécuritaire et humanitaire en RDC et ses répercussions sérieuses sur les droits de l'homme. Un an et demi après la conclusion de l'Accord de la Saint-Sylvestre, la situation en RDC est devenue particulièrement alarmante et aucun signe d'amélioration ne peut être observé.

A cet égard, nous nous inquiétons que les conditions préalables à l'organisation d'élections pacifiques, crédibles, et inclusives, telles que prévues dans l'Accord, n'aient pas été mises en œuvre à ce jour.

Au contraire, la première moitié de 2018 a été marquée par des violations croissantes et flagrantes des droits de l'homme, y compris à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. Dans ce contexte, nous sommes préoccupées que l'interdiction des manifestations publiques soit toujours en vigueur et que de nouvelles restrictions législatives soient en discussion, notamment les projets de loi sur la réglementation des ONG, sur la protection des défenseurs des droits de l'homme, et la lutte contre le terrorisme.

Les zones d'insécurité ne font que s'accroître à travers le pays, plus précisément à Béni et Butembo, dans la province du Nord-Kivu, en Ituri, au Kasai et dans le Tanganyika, entraînant une crise humanitaire sans précédent.

Compte tenu de l'impasse politique dans laquelle se trouve la RDC, mais aussi du climat d'impunité qui prévaut, nous demandons à ce Conseil de maintenir la pression sur les autorités congolaises afin qu'elles renforcent les dispositifs sécuritaires et judiciaires pour éviter de nouvelles violations graves des droits de l'homme et s'assurer que les auteurs de celles déjà commises répondent de leurs actes. Nous soulignons l'urgence pour les autorités congolaises d'organiser les élections en 2018 et demandons la mise en œuvre complète et effective des dispositions en suspens de l'Accord de la Saint-Sylvestre, en particulier, des mesures de décrispation politique, en tant qu'étapes clés vers la paix et la stabilité dans le pays.

Je vous remercie !